

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Funérailles d'un mythe. La décadence des kibboutz israéliens

<https://www.monde-diplomatique.fr/1995/08/KAPELIOUK/6559>

Août 1995

Parce qu'ils célébraient une conception spartiate de la vie, ainsi que le travail manuel, l'organisation collective et la gestion communautaire, les kibboutz israéliens soulevèrent, tout particulièrement dans les milieux progressistes, un formidable enthousiasme. Des volontaires accourus du monde entier y séjournèrent, fascinés par ces phalanstères modernes et leur modèle de convivialité. Mais les temps ont changé, et les eaux glacées du calcul égoïste noient lentement l'idéal de naguère. Le kibboutz agonise. Pourquoi ?

Par [Amnon Kapeliouk](#)

L'image d'Israël reposait traditionnellement sur quatre institutions : le sionisme, l'armée, les syndicats et les kibboutz. Toutes sont en crise.

L'idéal sioniste a été sérieusement mis à mal par les révélations des « nouveaux historiens » qui accusent le mouvement fondé par Theodor Herzl d'avoir nié et bafoué les droits historiques du peuple palestinien. L'armée est devenue une force d'occupation et de répression arrogante et brutale. La centrale syndicale Histadrout a perdu une grande partie de son influence, et ses anciens dirigeants sont accusés de corruption. Reste le kibboutz ("groupe", en hébreu), colonie collectiviste censée représenter « *la société la plus égalitaire et la plus juste au monde* ». Mais ce mythe fondateur lui-même résiste-t-il à l'analyse ?

Fondés sur les principes de l'égalité totale entre leurs membres, de la propriété commune des biens et de l'exploitation collective des moyens de production, les kibboutz servirent, dès le début du siècle, de fer de lance au mouvement sioniste pour s'implanter en Palestine et favoriser la création d'un Etat juif. Le premier, Degania, fut créé en 1909 lorsque les Turcs administraient encore la Palestine. Le travail productif, les services et l'administration y étaient dirigés collectivement. Plus tard, à l'époque du mandat britannique, on disait avec le sourire, mais à juste titre, que la seule propriété privée du kibboutznik était sa brosse à dents et sa paire de chaussures. Il recevait ses vêtements du magasin collectif ; il prenait ses repas au réfectoire commun.

Le credo dominant était d'esprit communautaire : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* » Le travail manuel primait. Meir Yaari, le chef historique du mouvement Hakibboutz Haartzi et du parti Mapam, avait lancé le mot d'ordre : « *Avant tout : les mains.* » Et, à vrai dire, ceux qui exerçaient des professions non productives — instituteurs, administrateurs, intellectuels, etc. — souffraient d'un complexe d'infériorité... On était membre à part entière d'un collectif autogéré, en aucun cas salarié de celui-ci. L'assemblée

générale des membres, qui se réunissait une fois par semaine, fonctionnait comme une démocratie directe et exemplaire.

De nombreux kibboutz furent fondés pendant l'époque du mandat britannique sur la Palestine (1923-1948). Accueillant des immigrants, essentiellement en provenance de l'Europe de l'Est, ils constituèrent, vers la fin de cette période, une pièce très importante du système militaire de la Haganah (l'armée clandestine de la communauté juive). C'est, en effet, en leur sein qu'était formée et entraînée la force de frappe de la Haganah, le Palmakh. Ces villages collectifs avaient aussi une fonction sociale spécifique : aider les immigrants à abandonner les activités traditionnelles des juifs de la diaspora — commerce, finance, intermédiaires, professions libérales, etc. — et participer au travail productif dans l'agriculture et l'industrie « *pour être un peuple comme les autres* ([L](#)) ».

Cette mission des kibboutz a conféré à leurs membres une place de choix au sein de l'*ishouv* (la communauté juive en Palestine sous mandat britannique). La première Assemblée nationale (esset), en janvier 1949, comptait 23 kibboutzniks sur 120 députés. Et, pendant deux ou trois décennies, ils occupèrent des postes importants au sein du gouvernement, de l'armée, de la Histadrout et du mouvement sioniste. Leur influence était infiniment plus importante que leur poids numérique dans la société israélienne.

Les jeunes kibboutzniks se sont toujours portés volontaires au sein des unités d'élite des forces armées. Au cours de la guerre de juin 1967, on compta chez eux 19 % des victimes, alors qu'ils étaient moins de 4 % de la population. Et 12 % de morts lors de la guerre d'octobre 1973.

Sur des territoires confisqués

Le kibboutznik se distinguait par son dévouement et son engagement. Cette attitude généreuse n'allait pas sans quelques contradictions inhérentes au sionisme. Ainsi, les pionniers purs et durs n'avaient pas hésité à s'installer, à l'époque du mandat britannique, sur des terres achetées à des propriétaires arabes. Et à accepter qu'en soient évincés les journaliers palestiniens qui y travaillaient. A la suite de la guerre de 1948, d'immenses terrains agricoles, appartenant à des Palestiniens, furent confisqués. Beaucoup de kibboutz n'eurent aucun scrupule à accepter des terres abandonnées par les Arabes, et parfois même des terrains appartenant à des Palestiniens restés en Israël, mais expropriés par l'État hébreu.

L'un des cas les plus exemplaires fut celui des villages de Bir'im et d'Ikrit en Galilée. En 1948, leurs habitants — catholiques de rite oriental — furent, pour des raisons dites « de sécurité », évacués par l'armée, qui leur promit de les ramener « *dans quelques semaines* ». La promesse ne fut pas respectée et les villageois en appelèrent à la Haute Cour de justice, qui leur donna raison ; mais l'armée, faisant fi de cette décision, détruisit, le jour de Noël de 1951, toutes les maisons d'Ikrit, à l'exception de l'église. Le village de Bir'im, lui, fut entièrement rasé en septembre 1953. Cela n'empêcha pas un kibboutz de Hashomer Hatzair, qui avait pour devise « *Pour le sionisme, pour le socialisme et pour l'amitié entre les peuples !* », de s'installer sur les terres de Bir'im.

La dernière grande vague de création de kibboutz eut lieu en 1952. Installés, en particulier, le long de la frontière de la bande de Gaza — administrée alors par l'Egypte —, ils constituaient une sorte de ligne de défense. Par ailleurs, après 1967, tous les mouvements de kibboutz, sans

exception, n'hésitèrent pas à créer des colonies dans les territoires occupés, à Gaza et en Cisjordanie, sur le Golan et au Sinaï. En tout premier lieu les kibboutz travaillistes, mais aussi ceux des mouvements religieux, et même ceux de la gauche sioniste.

Les kibboutz refusaient, traditionnellement, d'embaucher en tant que simples salariés les immigrants arrivés en masse après 1948. Ils leur proposaient de devenir membres du collectif s'ils voulaient y travailler. Cependant, dans les années 60, ils commencèrent à sacrifier ce principe, recrutant des salariés en grand nombre. Premier signe de décadence.

Commence alors la grande mutation : l'agriculture, activité essentielle et « rédemptrice » des kibboutz, cède le pas à l'industrie. Se développent fortement les secteurs du plastique, des conserves alimentaires, de la métallurgie, du bois, du textile, du tourisme, etc. Les kibboutz deviennent des pôles agro-industriels. Au point que, au début des années 90, l'industrie représentait environ 80 % de leurs revenus et 7 % de la production industrielle de l'Etat.

C'est cette industrialisation qui entraîna le recours au travail salarié. La rémunération des ouvriers non qualifiés était faible, et leur niveau de vie sans rapport avec celui, très confortable, des kibboutzniks. D'où des tensions et, en même temps, une sorte d'opposition ethnique, une partie de ces salariés étant des juifs orientaux. Des conflits sociaux, impensables naguère, et même des grèves violentes éclatèrent alors. L'esprit fondateur fit définitivement naufrage au cours des années 80.

Par la suite, des Palestiniens vinrent remplacer en partie les salariés juifs. Et, depuis le bouclage des territoires occupés, en 1994, à la suite des accords d'Oslo, les kibboutz, jetant par-dessus bord leurs anciens idéaux, n'ont pas hésité à recruter des travailleurs de Thaïlande, de Roumanie et d'autres « paradis sociaux », payés une misère, pour remplacer les Palestiniens. Actuellement, deux entreprises de recrutement de main-d'œuvre étrangère pour les kibboutz ont même été spécialement créées. Un autre principe de base a été abandonné : celui du salaire égal pour tous. La nouvelle hiérarchie des rémunérations a entraîné des répercussions considérables sur la vie intérieure des collectifs. Toujours « *de chacun selon ses capacités* » mais plus « *à chacun selon ses besoins* ». Désormais, « *à chacun selon la valeur de son travail* ». Le niveau de vie du kibboutznik est maintenant fixé par sa productivité. La cohésion interne a reçu un coup sévère.

L'impensable est devenu réalité : riches et pauvres cohabitent dans le même kibboutz. Ce système a été introduit, pour le moment, dans quarante kibboutz du mouvement Takam (travaillistes). Le conseil national du mouvement Hakibboutz Haartzi a rejeté, par plus de deux tiers des voix, l'instauration de salaires différenciés, mais il a évité de prendre des mesures de sanction. D'où cette réaction du secrétaire d'un kibboutz « inégalitaire » : « *Cela nous est égal. Lorsque nous avons décidé de supprimer les dortoirs des enfants, pour les envoyer dormir chez leurs parents, notre appartenance au Takam avait déjà été suspendue. Quelque temps après, le mouvement tout entier adoptait la même décision que nous. Cela va se répéter (2).* »

Les kibboutz s'étaient habitués à vivre dans un système protégé, les gouvernements travaillistes successifs les mettant à l'abri des lois du marché et de la concurrence. Ils obtenaient des crédits auprès des banques, développaient leur économie, l'État couvrant tous les déficits. Ainsi, insensiblement, de nombreux kibboutz s'étaient installés dans l'opulence.

Villas modernes, réfectoires de luxe, maisons de la culture, terrains et salles de sport furent souvent construits sans aucun souci économique.

En 1977, le Likoud (droite nationaliste) arrive au pouvoir et les priorités gouvernementales changent. Le kibboutz cesse d'être un enfant chéri. Le capitalisme brutal s'installe. Pour les collectifs, c'est la fin d'un monde. 1984 est considérée comme la première année de crise. Nombre de kibboutz enregistrent des déficits de plusieurs centaines de millions de shekels (1 F = 1,6 shekel). L'année suivante, c'est la catastrophe : 90 % des kibboutz sont en déficit. La plupart d'entre eux continuèrent, malgré la crise, à demander des crédits, comme si le Parti travailliste était toujours au pouvoir. D'autres, en revanche, entrèrent dans le jeu capitaliste, se livrant à des transactions financières, jouant à la Bourse et s'adonnant, sans problèmes de conscience, à la spéculation la plus frénétique. Quelques-uns ont gagné, la plupart ont beaucoup perdu.

Face à l'effondrement de l'économie des kibboutz, le gouvernement et les banques ont accepté d'annuler une partie de leurs énormes dettes. Cela ne fut pas suffisant, et les pertes ont atteint 16 milliards de shekels en 1995. En avril dernier, un nouvel accord a été signé, qui annule une partie des dettes mais impose des conditions draconiennes. En particulier, la vente de terres aux banques et à l'État pour y construire des habitations. La situation est tellement grave que les membres des kibboutz en viennent à craindre pour leur avenir. En témoigne cette anecdote : un kibboutznik de Mevo Hama, près du lac de Tibériade, a récemment gagné le gros lot de la Loterie nationale, soit 18 millions de shekels. Selon le règlement, il devait mettre cette somme dans la caisse du collectif. Mais le secrétaire du kibboutz lui-même lui a conseillé de la placer sur un compte privé, faute de quoi elle irait directement dans les caisses des créanciers...

La crise a conduit à un effondrement du niveau de vie. Selon le ministère du travail, plus de la moitié des membres des kibboutz vivent actuellement au-dessous du seuil de pauvreté. Désemparés, beaucoup ont renié l'idéologie fondatrice. Le mot « socialisme » a disparu. Le 1er mai est oublié. Un signe : la fermeture du quotidien du mouvement Haartzi et du Mapam, *Al-Hahmishmar*, en mars 1995, après cinquante-deux ans d'existence. Les kibboutzniks préfèrent désormais lire la presse populaire « apolitique » de centre droit.

L'esprit mercantile a pris le dessus. Discothèques et pubs sont ouverts — moyennant finance — aux jeunes du voisinage. On trouve même des agences matrimoniales. Quelque 5 000 chambres, tout au long du pays, sont désormais proposées aux touristes, qui peuvent utiliser — en payant un supplément — les piscines et les terrains de sport des collectifs. Tout est à vendre. Même les caveaux des cimetières : les kibboutz non religieux les proposent à ceux qui souhaitent des funérailles laïques (inexistantes, officiellement, en Israël, où il n'y a pas de séparation entre l'État et la religion), ou aux non-juifs arrivés avec la vague d'immigration de l'ex-URSS après 1989 et que le grand rabbinat (qui a le monopole sur les cimetières juifs) refuse d'inhumer. Le prix d'une « tombe laïque » dans un kibboutz s'élève à quelque 5 000 shekels (environ 8 000 francs).

La démocratie a aussi perdu de sa vitalité. Dans les années de gloire, les assemblées générales étaient extraordinairement animées et l'on y décidait de tout collectivement : nominations aux différents postes, études d'un jeune à l'université, voyage à l'étranger, etc. Aujourd'hui, 10 % seulement des membres y assistent. Dans plusieurs kibboutz, on filme les débats et on les diffuse sur circuit fermé de télévision ; le vote se déroule le lendemain. D'autres collectifs ont

transféré le pouvoir de décision de l'assemblée générale à un organe plus restreint : le conseil, qui comprend à peine une quarantaine de membres. Des apparatchiks, ici aussi, se sont finalement emparés du pouvoir (3).

Des jeunes qui désertent massivement

Depuis longtemps, le kibboutz n'attire plus. Les nouveaux immigrants ne sont guère tentés d'aller y vivre. Au cours de la dernière décennie, un seul a été créé : Ravid, en Galilée. Les kibboutz ont surtout séduit les juifs ashkénazes (d'Europe et d'Amérique). Le pourcentage de juifs orientaux (immigrants d'Asie et d'Afrique) n'y dépasse pas les 20 %, alors qu'ils constituent environ la moitié de la population totale. Pour la plupart des juifs orientaux, le kibboutz reste encore trop laïque et trop collectiviste.

Les jeunes le désertent massivement : environ 45 % de ceux qui y sont nés le quittent, la plupart après le service militaire de trois ans. Pendant des décennies, les nouveaux membres provenaient de deux milieux. D'une part, des mouvements de jeunesse, jadis omniprésents et aujourd'hui presque inexistantes. De l'autre, du Nahal (sigle de la jeunesse pionnière combattante), composé d'unités de jeunes soldats faisant ensemble leur service militaire et s'installant ensuite dans un kibboutz. Le Nahal fut longtemps considéré comme une unité d'élite prestigieuse. Mais lui aussi agonise. En juin 1995, le comité des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale a conseillé de mettre fin au Nahal, « *qui a achevé sa mission historique et est devenu un organisme sans efficacité, n'atteignant plus les objectifs pour lesquels il fut créé* (4) ».

Si les jeunes abandonnent, les vieux ne peuvent pas s'enfuir car ils n'en ont pas les moyens. 60 % de la population des kibboutz a dépassé l'âge de la retraite. Les vieux se sentent isolés, frustrés dans la maison qu'ils ont construite. Leur avenir n'est pas garanti. Qui paiera leur retraite ? Tous se souviennent avec amertume du sort de leurs camarades du kibboutz Beit Oren. En mai 1987, la direction du Takam a conseillé à trente vétérans, âgés de plus de soixante ans, de le quitter avec des indemnités, le mouvement ne pouvant plus garantir leur existence (5).

« *Nous assistons aux funérailles de l'idéologie du kibboutz* », écrit un hebdomadaire (6). Le secrétaire général du Takam, M. Arik Reichman, constate : « *Le système a fait faillite. Seuls des changements essentiels et rapides pourraient le sauver* (7). » Et l'écrivain Amos Oz de conclure : « *Le malheur qui a frappé les kibboutz n'atteindra jamais ni les écoles rabbiniques ultra-orthodoxes ni les spéculateurs immobiliers. Ils continueront à fleurir dans l'Israël post-kibboutzique* (8). »

Amnon Kapeliouk

Journaliste, Jérusalem ; auteur de "Hébron : un massacre annoncé", Le Seuil, Paris, 1995.